

à augmenter bien qu'à une cadence quelque peu plus lente que tout récemment. Il convient d'observer que l'imposition d'une taxe de vente de 3 p. 100 en Ontario en septembre s'est traduite par une augmentation relativement faible des prix au niveau de la consommation.

Étant donné que par définition les importations sont exclues du produit national brut, l'augmentation des prix à l'importation, qui a suivi le fléchissement du cours du change après la mi-année, n'influe pas sur le dégonfleur synthétique général des prix de la dépense nationale brute.

Les éléments de la demande.—Les dépenses de consommation, après avoir faibli au cours du premier trimestre, ont repris de la vigueur au cours des trimestres suivants et, pour l'année 1961 entière, ont atteint 24,300 millions de dollars, augmentation de 4 p. 100 sur celles de l'année précédente. Encore une fois, les hausses de prix ont été modestes (moins de 1 p. 100) de sorte que la majeure partie de l'augmentation de la dépense représente une augmentation de la consommation réelle.

Comme tout récemment, ce sont les dépenses en services qui ont le plus augmenté, l'augmentation ayant été de près de 5 p. 100 en 1961. La plupart des catégories de services ont signalé une augmentation, la plus forte étant celle des soins médicaux, soit 9 p. 100. On estime que le gîte a augmenté de 5 p. 100, les transports, de 3 p. 100 et les services personnels, de 5 p. 100.

Au regard de 1960, les achats de durables n'ont que peu varié en 1961. L'augmentation de 1 p. 100 se compare à une diminution marginale de 1960. L'augmentation totale des dépenses est allée en entier à des durables autres que les automobiles, dont les achats sont demeurés stationnaires. Les achats ont augmenté dans trois catégories de durables ménagers: l'ameublement, les accessoires et appareils de radio, et les meubles. Les comparaisons d'une année à l'autre dans le cas des durables cachent une tendance vers le changement durant l'année. Une chute à pic au cours du premier trimestre, découlant des achats réduits d'automobiles, a été suivie d'une relance dans l'achat de biens durables au cours des trois trimestres suivants, le troisième, au cours duquel les dépenses en biens durables de toutes sortes augmentaient, ayant déployé le plus de vigueur.

Les achats de non-durables ont augmenté de près de 4 p. 100 en 1961. L'augmentation a été bien répartie entre toutes les catégories. Parmi les avances les plus marquées, il y a celles des aliments et vêtements (2 p. 100), du tabac et boissons alcooliques (2,5 p. 100), des combustibles, 3 p. 100, et des fournitures de nettoyage ménager, 5 p. 100.

Le revenu personnel en 1961 a augmenté d'un peu plus de 3 p. 100 sur celui de 1960. Toutefois, l'augmentation de 6 p. 100 des impôts directs versés par les particuliers a réduit l'augmentation du revenu disponible à un peu moins de 3 p. 100, ce qui représente une avance beaucoup plus faible que celle de 4 p. 100 des dépenses de consommation. Il s'ensuit que l'épargne personnelle a fléchi de 5,9 p. 100 du revenu disponible qu'elle était en 1960 à 5,1 p. 100 en 1961.

La formation brute de capital fixe des entreprises, y compris l'habitation, a été évaluée à 6,500 millions de dollars en 1961, diminution de 3 p. 100 environ au regard de 1960. La diminution s'est produite entièrement dans les dépenses de l'entreprise en installations et outillage industriels, qui ont fléchi d'environ 4 p. 100. Au regard de l'année précédente, les dépenses en habitations neuves ont très peu varié. La diminution de 4 p. 100 des dépenses en installations et outillage industriels tient à une forte contraction (11 p. 100) des investissements de l'entreprise dans les machines et l'outillage neufs. Les dépenses en construction non domiciliaire en 1961 ont augmenté de près de 3 p. 100 sur celles de l'année précédente.

Le fléchissement global des dépenses en installations et outillage industriels en 1961 reflète un abaissement marqué des investissements des industries de la fabrication et